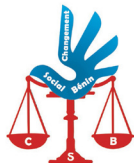


MONITORING DES DROITS HUMAINS EN MILIEU CARCERAL

Situation de
l'établissement
pénitentiaire de **Kandi**



Avec l'appui technique de :



Avec l'appui financier de :



A-LE DROIT A LA SECURITE ALIMENTAIRE.....	8
1-Standards internationaux.....	8
2-Réalités en milieu carcéral	8
3-Recommandations	11
B-LE DROIT A UN APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE.....	12
1-Standards internationaux.....	12
2-Réalités en milieu carcéral	12
3-Recommandations	13
C-LE DROIT A DES SOINS DE SANTE DE BONNE QUALITE.....	14
1-Standards internationaux.....	14
2-Réalités en milieu carcéral	14
3-Recommandations	17
D-LE DROIT A UN LOGEMENT ADEQUAT, A DE LA LITERIE ET A DES CONDITIONS HYGIENIQUES EN DETENTION.....	18
1-Standards internationaux.....	18
2-Réalités en milieu carcéral	19
3-Recommandations	20
E-LE DROIT DE RECEVOIR DES VISITES ET D’ETRE EN COMMUNICATION AVEC SES PROCHES	21
1-Standards internationaux.....	21
2-Réalités en milieu carcéral	21
3-Recommandations	23
F-LE DROIT DE BENEFICIER D’UNE POLITIQUE ETATIQUE DE REINSERTION SOCIALE (éducation, formation professionnelle diplômante ou non diplômante)	24
1-Standards internationaux.....	24
2-Réalités en milieu carcéral	24
3-Recommandations	26

G-LE DROIT A L'ASSISTANCE JURIDIQUE..... 27
1-Standards internationaux..... 27
2-Réalités en milieu carcéral 27
3-Recommandations 29

H-LE DROIT DE PLAINTE 30
1-Standards internationaux..... 30
2-Réalités en milieu carcéral 30
3-Recommandations 31

I-LE DROIT D'ÊTRE JUGE DANS UN DELAI RAISONNABLE..... 32
1-Standards internationaux..... 32
2-Réalités en milieu carcéral 32
3-Recommandations 34

J-LE DROIT AU DIVERTISSEMENT ET AU LOISIR..... 35
1-Standards internationaux..... 35
2-Réalités en milieu carcéral 35
3-Recommandations 36

K-LE LIEN ENTRE LA DESCOLARISATION
PRECOCE ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS 37
1-Standards internationaux..... 37
2-Réalités en milieu carcéral 37
3-Recommandations 38

L-LE LIEN ENTRE LA NON APPARTENANCE
A UN GROUPE SOCIAL ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS 39
1-Standards internationaux..... 39
2-Réalités en milieu carcéral 39
3-Recommandation..... 40

A la découverte générale de l'établissement pénitentiaire de Kandi



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



AGENCE PÉNITENTIAIRE DU BÉNIN
secretariat@agencepenitentiaire.bj

DIRECTION GENERALE DE L'AGENCE PENITENTIAIRE DU BENIN
MAISON D'ARRET DE KANDI

STATISTIQUE CARCERALE/JURIDICTION DE : KANDI

DATE : 05/08/2021

Maison d'Arrêt Kandi	PREVENUS				INCLUPES				CONDAMNES				TOTAUX				OBSERVATION			
	H	F	M		T	H	F	M		T	H	F	M		T					
			G	F				G	F				G	F						
	49	00	01	00	50	188	03	11	00	202	294	01	00	00	295	531	05	11	00	547



LE REGISSEUR
COMMISSAIRE DE POLICE DE PREMIERE CLASSE
M. GOUNOU MORA
REGISSEUR DE LA MAISON D'ARRET DE KANDI



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



AGENCE PÉNITENTIAIRE DU BÉNIN
secretariat@agencepenitentiaire.bj

DIRECTION GENERALE DE L'AGENCE PENITENTIAIRE DU BENIN
MAISON D'ARRET DE KANDI

STATISTIQUE CARCERALE/JURIDICTION DE : MALANVILLE

DATE : 05/08/2021

Maison d'Arrêt Kandi	PREVENUS				INCLUPES				CONDAMNES				TOTAUX				OBSERVATION			
	H	F	M		T	H	F	M		T	H	F	M		T					
			G	F				G	F				G	F						
	41	00	00	00	41	28	00	00	00	28	30	01	00	00	31	99	01	01	00	100



LE REGISSEUR
COMMISSAIRE DE POLICE DE PREMIERE CLASSE
M. GOUNOU MORA
REGISSEUR DE LA MAISON D'ARRET DE KANDI

L'établissement pénitentiaire de Kandi est situé au Nord du Bénin dans le département de l'Alibori notamment dans la commune de Kandi, chef-lieu dudit département, et plus précisément non loin du Tribunal de première instance de deuxième classe de Kandi. Il s'agit d'une maison d'arrêt destinataire des personnes privées de liberté provenant des communes de Kandi, Banikoara, Gogounou et Sègbana corrélativement à la compétence territoriale du Tribunal de première instance de deuxième classe de Kandi et conformément à la loi sur l'organisation judiciaire¹. Au demeurant, cette maison d'arrêt dessert également les communes de Malanville et Parakou. De façon générale, il est remarqué que cette maison d'arrêt accueille tant les détenu.e.s non condamné.e.s (prévenus / inculpés / accusés) que les détenu.e.s condamnés. En la matière, suivant les dispositions de l'article 796² du code de procédure pénale en vigueur, une maison d'arrêt ne devrait recevoir en principe que les personnes non condamnées. Cependant, à titre exceptionnel, un même établissement peut servir à la fois de maison d'arrêt et de prison pour peines³.

• Des dotations en infrastructures

La répartition des personnes privées de liberté par bâtiment est de soixante-quinze (75) voire quatre-vingt (80). La capacité d'accueil initiale de l'établissement pénitentiaire est de cent cinquante (150) alors que l'effectif total des pensionnaires à la date du 05 août 2021 est de six cent quarante-sept (647). Enfin, il faut observer que l'établissement pénitentiaire ne dispose pas de clôture, toute chose pouvant affecter la sécurité des lieux, des pensionnaires ainsi que leur surveillance.

Par ailleurs, il a été noté l'existence de lits dans les quartiers des femmes et des mineurs puis des nattes dans le quartier des hommes ainsi que quelques lits dans un bâtiment.

• De la dotation en personnel policier

Des informations recueillies auprès des responsables pénitentiaires le 05 août 2021, de la lecture croisée entre la démographie carcérale de cette maison d'arrêt, les besoins pour l'administration pénitentiaire, les besoins pour les extractions, les besoins pour les hospitalisations, les besoins de surveillance, il ressort qu'il urge de renforcer l'effectif du personnel.

¹[file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/loi-2001-37%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/loi-2001-37%20(1).pdf)

²« Les inculpés, prévenus ou accusés soumis à la détention provisoire la subissent dans une maison d'arrêt. »

³Article 798 alinéa 1er du code de procédure pénale en vigueur

Un Responsable pénitentiaire déplore l'insuffisance du personnel accentuée par *l'inexistence d'un personnel féminin, une situation amène à confier à une infirmière la fouille des personnes privées de liberté de sexe féminin.*

- **De la dotation en personnel de santé**

De l'observation effectuée sur place à la date du 05 août 2021, il est revenu que l'infirmierie est animée tant par un Médecin mis à disposition par le Programme des Nations Unies pour le Développement au Bénin (PNUD Bénin) que par un Médecin mis à disposition par l'ONG Bénin Excellence ainsi que deux (02) infirmiers.. La maladie la plus récurrente enregistrée par l'installation sanitaire est la thrombophlébite. Il importe de préciser que l'infirmierie est logée dans l'enceinte de la cour des personnes privées de liberté.

Il faut noter également que cet établissement pénitentiaire ne dispose pas d'aides-soignants (garde-malades) ni de psychologues.

1. Standards internationaux

La **RÈGLE 20 (1)** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus⁴ (Règles Nelson Mandela) dispose : « *Tout détenu doit recevoir de l'administration aux heures usuelles une alimentation de bonne qualité, bien préparée et servie, ayant une valeur nutritive suffisante au maintien de sa santé et de ses forces* ».

Le Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels, dans son **Observation Générale n° 12**⁵ a indiqué que : « *Le droit à une alimentation adéquate est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec autrui, a accès à tout instant, physiquement et économiquement, à une alimentation adéquate ou aux moyens de se la procurer* ». Il ajoute que ce droit est : « *Le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur* ».

2. Réalités en milieu carcéral

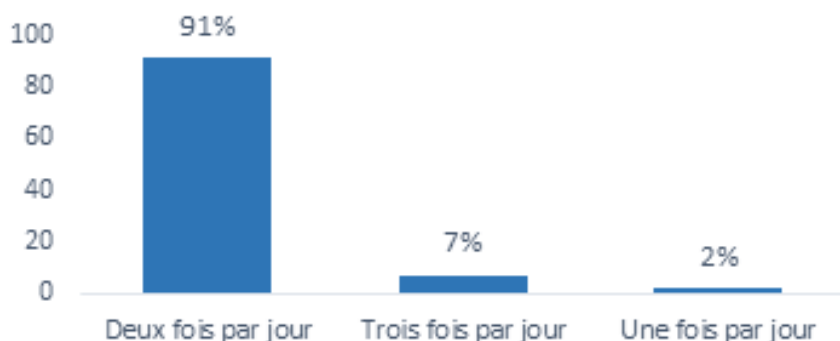
S'il est vrai que les personnes privées de liberté dans la maison d'arrêt de Kandi ont accès à l'alimentation, il est aussi vrai que certaines spécificités se dégagent au regard des informations recueillies auprès des dites personnes. Ces spécificités touchent tant la fréquence de nutrition par jour que la quantité et la qualité de la nourriture servie dans l'établissement pénitentiaire.

Ainsi, tous s'accordent à reconnaître que l'établissement pénitentiaire sert deux rations de nourriture par jour. Cependant, sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées, 91 affirment qu'elles mangent deux fois par jour tandis que 7 mangent trois fois par jour et 2 une fois par jour.

⁴Résolution 70/175 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 2015.

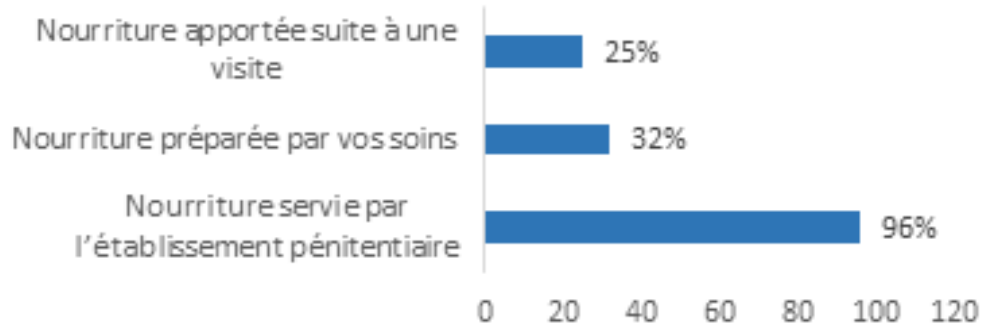
⁵https://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/Comite_DESC_Observation_Generale_12_1999_FR.pdf

A quelle fréquence est-ce que vous mangez ?

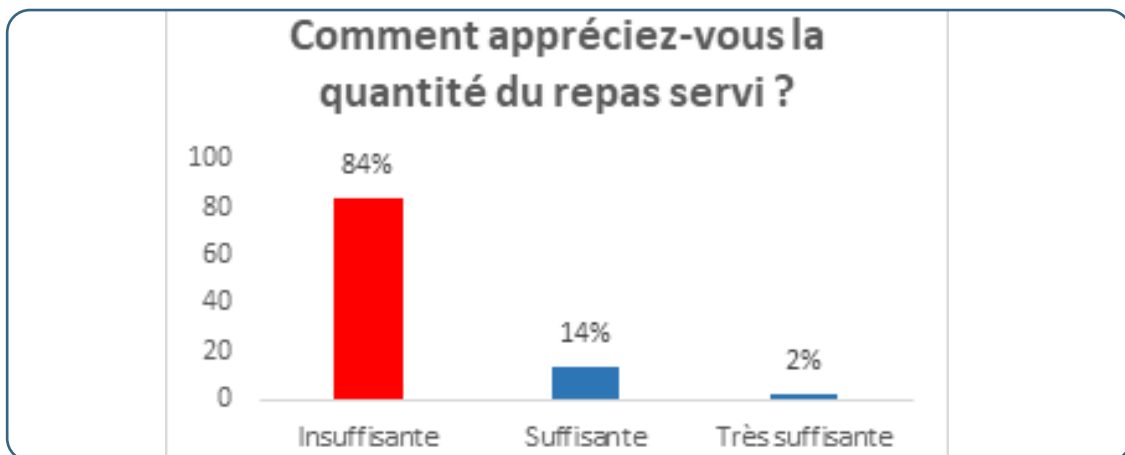


Sur la consommation effective des repas, 96 personnes privées de liberté sur 100 soit 96% mangent la nourriture servie par l'établissement pénitentiaire, 32 sur 100 soit 32% mangent la nourriture préparée par elles-mêmes et 25 sur 100 soit 25% mangent la nourriture apportée suite à une visite. Ce qui induit qu'il y a des personnes privées de liberté qui consomment à la fois la nourriture servie par l'établissement pénitentiaire et celle préparée par leurs propres soins voire aussi celle apportée dès suite d'une visite.

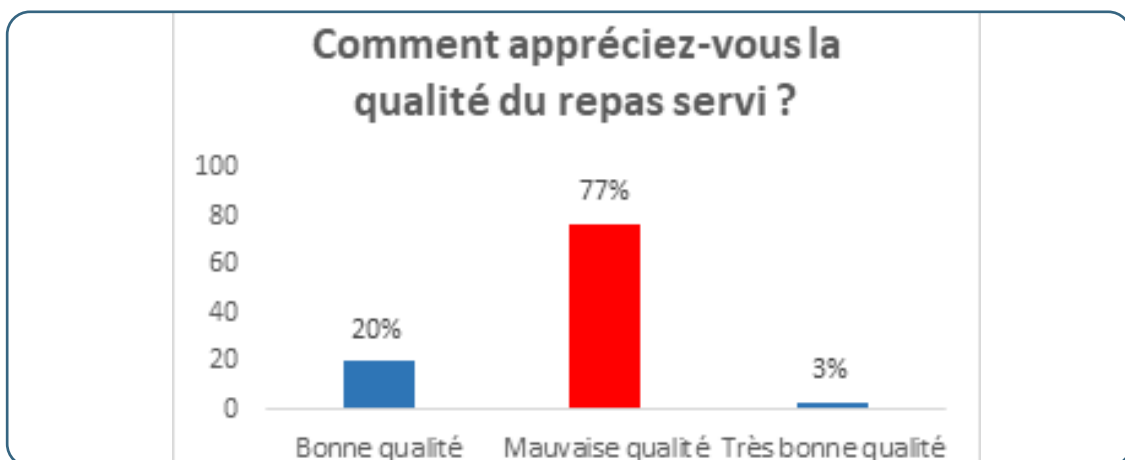
Quelle nourriture mangez-vous ?



En ce qui concerne l'appréciation de la quantité du repas servi dans l'établissement pénitentiaire, sur un échantillon des 100 personnes privées de liberté interrogées, 95 ont exprimé leurs avis. Parmi ces 95, on note que 80 trouvent insuffisante la quantité du repas servi dans l'établissement pénitentiaire pendant que 13 la trouvent suffisante et 2 l'estiment très suffisante.



Pour ce qui est de l'appréciation de la qualité de la nourriture servie dans l'établissement pénitentiaire, 95 personnes privées de liberté ont donné leurs appréciations. Sur cet effectif, 73 trouvent que le repas servi dans l'établissement pénitentiaire est de mauvaise qualité alors que 19 pensent que le repas servi est de bonne qualité et 3 le trouvent de très bonne qualité.



Selon le personnel sanitaire de l'établissement pénitentiaire :

« La qualité et la quantité du repas posent problème. Nous avons, courant 2019, essayé de préparer les deux repas journaliers sur environ cinq mois et il y avait moins de cas de maladies et les détenus mangeaient très bien ».

Selon un autre Responsable pénitentiaire interrogé :

« Avec l'aide de la Bank Of Africa (BOA), il y avait un complément alimentaire, ce qui faisait une ration de trois fois par jour pour le repas servi par l'établissement pénitentiaire. Mais vu que le stock est épuisé, la ration est revenue à deux fois par jour ».

Il poursuit en disant

Il existe une boutique tenue par une personne privée de liberté. C'est un Policier qui fait le ravitaillement et fixe les prix. Le Régisseur a un droit de regard sur la gestion de la boutique.

Puis il ajoute :

« L'ONG Bénin Excellence vient en appui pour le complément alimentaire en faveur des malnutris à travers la mise à disposition de bouillie améliorée achetée à la pharmacie. Si cette ONG cessait ses activités, ce serait un retour à la case départ, il sera question de revenir piocher sur les activités génératrices de revenus ».

Somme toute, sur la question du droit à l'alimentation dans la maison d'arrêt de Kandi, il ressort des informations recueillies sur place l'insuffisance tant en qualité qu'en quantité de l'alimentation. Il s'agit d'une situation qui demeure préoccupante et récurrente car déjà les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la Torture s'était inquiété de la qualité et de la quantité insuffisantes de l'alimentation dans les établissements pénitentiaires du Bénin à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin. En conséquence, ledit Comité avait recommandé dans ses observations finales adoptées le 15 mai 2019 : **« L'État partie devrait urgemment a) améliorer les conditions matérielles dans tous les lieux de privation de liberté en veillant à ce que les prisonniers (...) aient accès à une alimentation nutritive et suffisante ».**

3. Recommandations

Au regard de tout ceci, il sied de recommander aux autorités pénitentiaires de :

- Créer une cantine pénitentiaire administrée sous la surveillance du Régisseur et du personnel de santé de l'établissement pénitentiaire ;
- Développer une politique de ferme pénitentiaire ;
- Compléter l'alimentation des personnes privées de liberté en allant jusqu'à trois voire quatre rations par jour.

B-LE DROIT A UN APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLEE

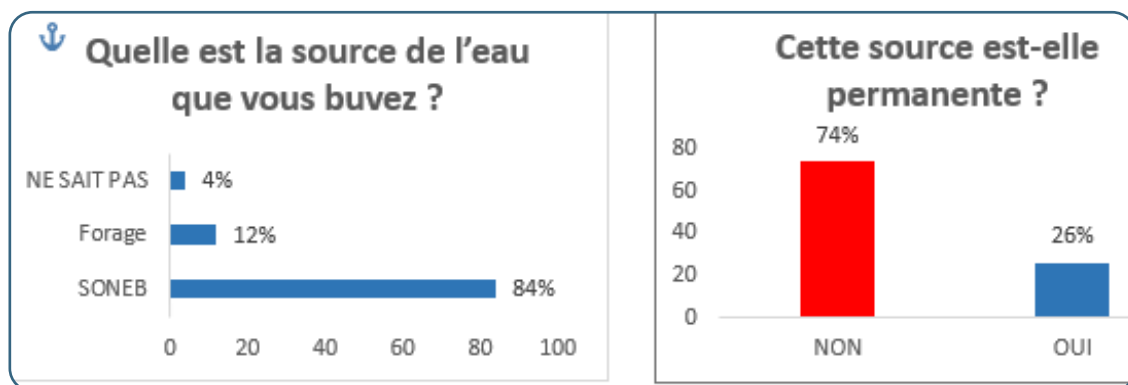
1. Standards internationaux

La **RÈGLE 22.2** des règles minima des Nations Unies sur le traitement des détenus indique que « *Chaque détenu doit pouvoir disposer d'eau potable lorsqu'il en a besoin* ». L'Ensemble des principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement énonce le même principe : « *Toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine* »⁶.

2. Réalités en milieu carcéral

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la maison d'arrêt de Kandi, il ressort qu'elles ont accès à l'eau. Toutefois, nombre d'entre elles ont décrié la qualité de l'eau disponible car l'eau utilisée pour se laver provoquerait des boutons sur le corps.

Sur l'échantillon de 100 personnes interrogées, 84 affirment que l'eau utilisée provient de la SONEB pendant que 12 estiment qu'elle provient d'un forage et sur le caractère permanent ou non de cette eau, 74 affirment sa non permanence.



Selon un Responsable pénitentiaire interrogé :

« Il y a une seule source d'approvisionnement en eau et c'est la SONEB. Le débit était prévu pour desservir 150 personnes privées de liberté mais aujourd'hui nous sommes à 641 personnes privées de liberté. Il y a des bidons pour prendre l'eau et garder en stock ».

Il se déduit du croisement entre les informations fournies par le Régisseur et

les personnes privées de liberté qu'il y a au niveau de ces dernières un manque d'information sur la source d'eau déployée au sein de cette maison d'arrêt.

En somme, il est observé dans la maison d'arrêt de Kandi l'accès à l'eau potable mais la non permanence des sources d'eau ainsi que la qualité de l'eau disponible demeurent des problèmes à régler.

3. Recommandations

Il sied de recommander aux autorités pénitentiaires de :

- Veiller à l'accessibilité informationnelle des personnes privées de liberté sur la source d'eau déployée au sein de la maison d'arrêt ;
- Poursuivre les efforts pour assurer une disponibilité permanente de l'eau potable aux personnes privées de liberté ;
- Assurer la disponibilité d'eau de bonne qualité accessible aux personnes privées de liberté.

1. Standards internationaux

Selon la **RÈGLE 24** de l'Ensemble des règles minima relatif au traitement des détenus :

1. L'État a la responsabilité d'assurer des soins de santé aux détenus, ceux-ci devant recevoir des soins de même qualité que ceux disponibles dans la société et avoir accès aux services nécessaires sans frais et sans discrimination fondée sur leur statut juridique.

2. Les services de santé devraient être organisés en relation étroite avec l'administration générale de la santé publique et de manière à faciliter la continuité du traitement et des soins, notamment pour le VIH, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses, ainsi que pour la toxicomanie. »

La **REGLE 25** de l'Ensemble des règles minima relatif au traitement des détenus dispose que :

« 1. Chaque prison doit disposer d'un service médical chargé d'évaluer, de promouvoir, de protéger et d'améliorer la santé physique et mentale des détenus, une attention particulière étant accordée à ceux qui ont des besoins spéciaux ou des problèmes de santé qui constituent un obstacle à leur réinsertion.

2. Ce service doit être doté d'un personnel interdisciplinaire comprenant un nombre suffisant de personnes qualifiées agissant en pleine indépendance clinique, et disposer de compétences suffisantes en psychologie et en psychiatrie. Tout détenu doit pouvoir bénéficier des soins d'un dentiste ayant les qualifications requises. »

La **REGLE 27** de l'Ensemble des règles minima relatif au traitement des détenus dispose que *« Tous les établissements pénitentiaires doivent garantir l'accès rapide aux soins médicaux en cas d'urgence. Les détenus qui requièrent des traitements spécialisés ou soins chirurgicaux doivent être transférés vers des établissements spécialisés ou vers des hôpitaux civils. Lorsqu'un établissement pénitentiaire dispose de ses propres installations hospitalières, le personnel affecté et le matériel fourni doivent y être suffisants pour assurer un traitement et des soins adéquats aux détenus qui y sont ».*

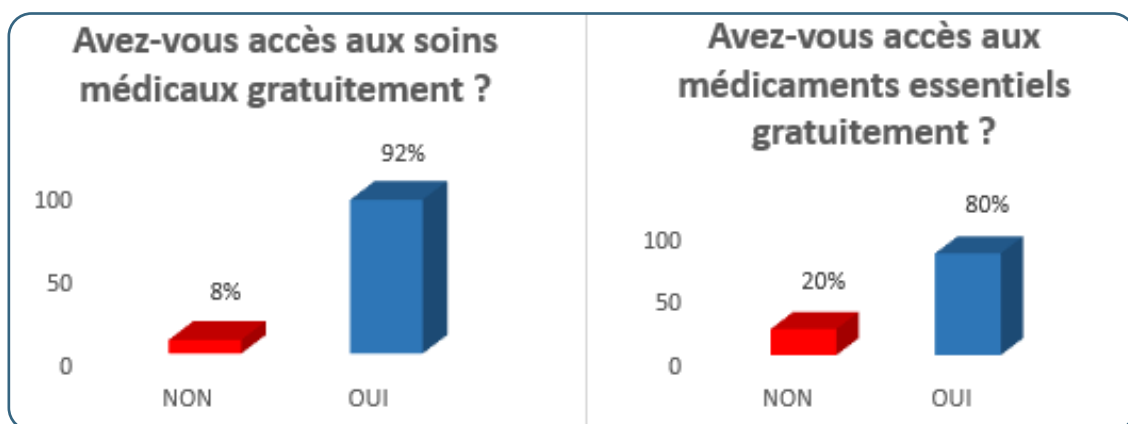
2. Réalités en milieu carcéral

Le droit à des soins de santé de bonne qualité est un droit essentiel pour chaque individu peu importe son statut et le lieu où il se trouve. Il s'agit d'un besoin vital

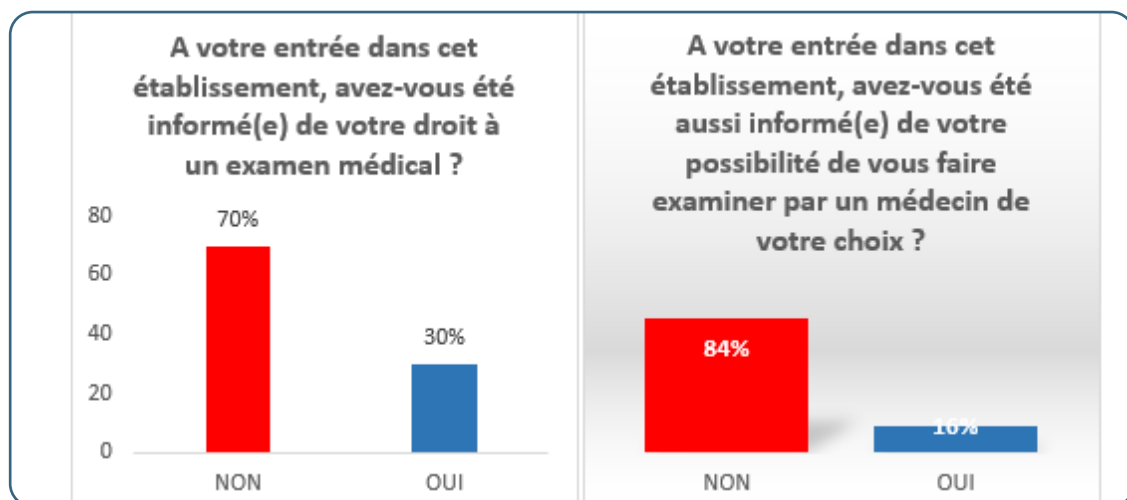
pour l'être humain. Le **principe 24 de l'Ensemble des Principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement indique** « Toute personne détenue ou emprisonnée se verra offrir un examen médical approprié dans un délai aussi bref que possible après son entrée dans le lieu de détention ou d'emprisonnement; par la suite, elle bénéficiera de soins et traitements médicaux chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Ces soins et traitements seront gratuits ».

En ce qui concerne l'accès aux soins de santé de bonne qualité à la maison d'arrêt de Kandi, il a d'abord été vérifié auprès des personnes privées de liberté l'information sur l'existence d'une infirmerie. Cette infirmerie est logée à l'intérieur de la cour des personnes privées de liberté. Sur un échantillon de 100 pensionnaires interrogées, la quasi-totalité affirme l'existence d'une infirmerie.

Sur l'accès gratuit aux soins médicaux ainsi qu'aux médicaments essentiels, considérant un échantillon de 98 répondants à la question, 90 affirment avoir gratuitement accès aux soins médicaux pendant 08 affirment le contraire puis 20 affirment ne pas avoir accès aux médicaments essentiels.



Par ailleurs, sur la question du droit à un examen médical, 70 sur 100 personnes privées de liberté n'étaient pas informées à leur entrée dans l'établissement pénitentiaire de leur droit à un examen médical et 84 sur 100 n'étaient pas informées de la possibilité de se faire examiner par un Médecin de leur choix. En la matière, le Livre préliminaire du code de procédure pénale en vigueur au Bénin dispose : « Toute personne suspectée ou poursuivie (...) a le droit (...) de se faire examiner par un médecin de son choix ». Considérant que parmi les personnes privées de liberté de cet établissement pénitentiaire se trouvent aussi bien des personnes suspectées que des personnes poursuivies avec mandat de dépôt, il va s'en dire que ces personnes sont éligibles pour bénéficier du droit de se faire examiner par un médecin de leur choix.



Malgré l'existence d'une infirmerie à la maison d'arrêt de Kandi et la disponibilité des médicaments dans une certaine mesure, il ressort des renseignements recueillis chez les personnes privées de liberté qu'elles ne jouissent pas toutes gratuitement de l'accès aux soins médicaux. Cet état de choses pose un problème d'accessibilité économique aux soins de santé.

D'un autre côté, se pose le problème d'accessibilité informationnelle car la majorité des personnes privées de liberté interrogées affirme ne pas avoir été informée de son droit à un examen médical ni de se faire examiner par un Médecin de son choix.

Cependant, le Régisseur affirme : « Dans tous les établissements pénitentiaires, tout individu incarcéré doit subir la visite médicale pré carcérale dès son entrée. La maison d'arrêt de Kandi ne fait pas exception à cette règle. Pour plus de renseignements, le registre de visite pré carcérale est disponible pour toutes fins »⁷.

Cette observation liée aux soins de santé avait poussé le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la torture au terme de sa visite au Bénin du 11 au 15 janvier 2016 à recommander à l'État béninois « de veiller à ce qu'un examen médical systématique soit mis en place (...) et qu'il soit effectué dans toutes les prisons par un médecin. À défaut, l'État partie devrait s'assurer qu'une consultation par un médecin peut se faire dans de brefs délais à la demande de l'infirmier. Le Sous-Comité recommande à l'État partie : a) d'assurer une dotation suffisante en médicaments et en matériel médical dans toutes les prisons visitées,

⁷Voir courrier N°767/2-MA-KDI en date du 14 décembre 2021 portant compte rendu des observations relatives au monitoring des droits humains en milieu carcéral

ce qui permettra de susciter la confiance des détenus malades à venir consulter ; b) de formaliser sous forme de convention l'accès à la Couverture santé universelle et aux hôpitaux de proximité ; c) de doter les prisons de véhicules de transport pour assurer les extractions médicales ; d) de pourvoir, dans les plus brefs délais, les deux postes vacants d'infirmiers à la prison d'Akpro-Misséréte ; e) d'assurer une formation continue du personnel médical en lien avec les pathologies ou les publics représentés ; f) de disposer d'un dossier médical individuel pour chaque patient et de mettre en place des registres de visites médicales des arrivants, des consultations, des extractions médicales et des décès ».

Au demeurant, notant le « **manque de personnel médical et de soins et traitements médicaux** » à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la torture avait recommandé en conséquence que « **l'État partie devrait urgemment a) améliorer les conditions matérielles dans tous les lieux de privation de liberté, en veillant à ce que les prisonniers reçoivent, en temps, voulu et sans frais, les soins médicaux et médicaments nécessaires à leur santé, (...) et disposent de conditions sanitaires adéquates** ». Il s'ensuit que les personnes privées de liberté à la maison d'arrêt de Kandi sont confrontées à un problème d'accessibilité et d'adaptabilité des soins médicaux.

3. Recommandations

Il échet de recommander aux autorités pénitentiaires de :

- Installer l'infrastructure sanitaire en dehors de la cour des personnes privées de liberté ;
- Doter l'infrastructure sanitaire en intrants adéquats aux pathologies récurrentes enregistrées dans la maison d'arrêt ;
- Doter l'infrastructure sanitaire de personnel médical notamment les aides-soignants et gardes malades ;
- Poursuivre les efforts en vue d'assurer une couverture sanitaire gratuite à toutes les personnes privées de liberté ;
- Doter l'infrastructure sanitaire d'une salle d'isolement pour les cas graves ou de maladies contagieuses.

D-LE DROIT A UN LOGEMENT ADEQUAT, A DE LA LITERIE ET A DES CONDITIONS HYGIENIQUES EN DETENTION

1. Standards internationaux

La **REGLE 13** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus prévoit que :

« Tous les locaux de détention⁸ et en particulier ceux où dorment les détenus doivent répondre à toutes les normes d'hygiène, compte dûment tenu du climat, notamment en ce qui concerne le volume d'air, la surface minimale au sol, l'éclairage, le chauffage et la ventilation.

Les locaux de détention et, en particulier, ceux qui sont destinés au logement des détenus pendant la nuit, doivent répondre aux exigences de l'hygiène, compte tenu du climat, notamment en ce qui concerne le cubage d'air, la surface minimum, l'éclairage, le chauffage et la ventilation ».

La **REGLE 15** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus dispose que les installations sanitaires doivent être adéquates pour permettre aux Détenus⁹ de satisfaire leurs besoins naturels au moment voulu, d'une manière propre et décente.

La **REGLE 16** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus indique que les installations de bain et de douche doivent être suffisantes pour que chaque détenu puisse être à même et tenu de les utiliser, à une température adaptée au climat et aussi fréquemment que l'exige l'hygiène générale selon la saison et la région géographique, mais au moins une fois par semaine sous un climat tempéré.

La **REGLE 21** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus prescrit que :

Chaque détenu doit disposer, en conformité avec les normes locales ou nationales, d'un lit individuel et d'une literie individuelle convenable, propre à son arrivée puis bien entretenue et renouvelée assez souvent pour en assurer la propreté.

L'entretien des couchages et autres dispositions connexes adéquates peuvent être à la charge du détenu tant qu'il dispose des moyens (savon, eau, désinfectant ... etc.) mis à sa disposition par l'administration pénitentiaire aux fins. »

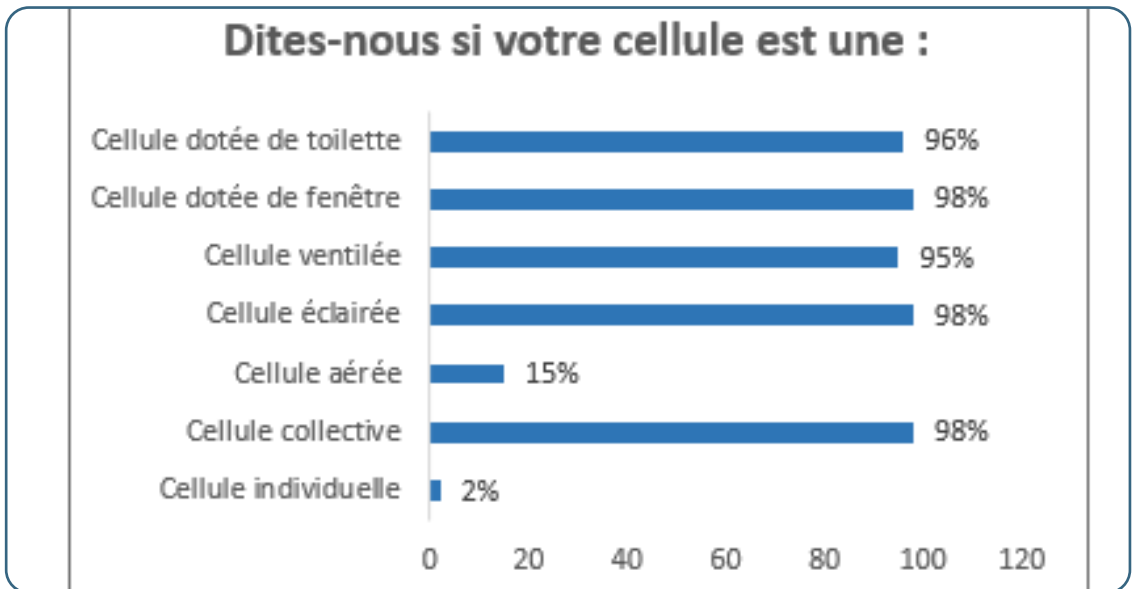
⁸S'entend ici de maison carcérale

⁹Ce terme doit s'entendre comme toute personne condamnée à une peine d'emprisonnement et les personnes en situation de détention provisoire

2. Réalités en milieu carcéral

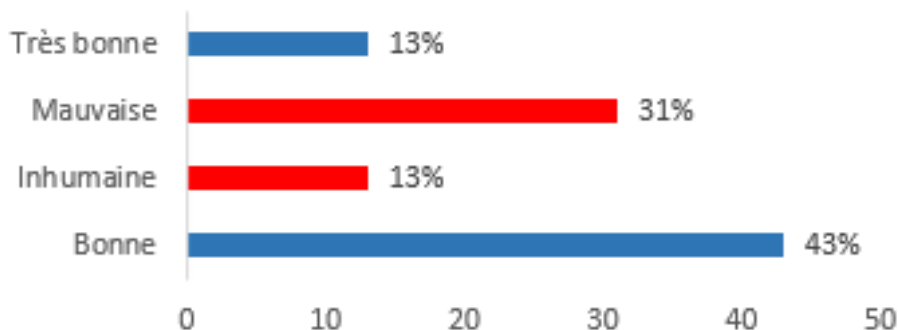
Les conditions d'hébergement des personnes privées de liberté de la maison d'arrêt de Kandi ne sont pas des meilleures, une observation faite en considération des standards requis suivant les informations recueillies auprès des pensionnaires de ladite maison d'arrêt. D'abord, ce qui est observé de visu, c'est que les personnes privées de liberté ne sont pas logées dans des cellules mais plutôt dans des bâtiments. Ensuite, sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées :

- 98 affirment qu'elles sont dans un bâtiment collectif ;
- 96 affirment que leur bâtiment est doté de toilette ;
- 98 sont logées dans un bâtiment doté de fenêtre ;
- 95 sont dans un bâtiment ventilé ;
- 98 possèdent l'éclairage dans leur bâtiment ;
- 15 sont dans un bâtiment aéré ;
- 02 estiment avoir une cellule individuelle.



Relativement aux conditions d'hygiène dans le lieu de privation de liberté, 31 personnes privées de liberté sur 100 trouvent que les conditions d'hygiène sont mauvaises pendant que 13 les trouvent inhumaines et 43 trouvent que ces conditions sont bonnes.

Comment appréciez-vous les conditions d'hygiène au sein de votre cellule ?



Malgré les efforts des autorités pénitentiaires, les conditions d'hébergement dans le milieu carcéral demeurent un défi préoccupant. Cette remarque est récurrente car notant le « **le manque d'hygiène et de couchages** » à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la torture avait recommandé en conséquence que « **l'État partie devrait urgemment a) améliorer les conditions matérielles dans tous les lieux de privation de liberté (...) ainsi que de couchages en nombre approprié** ».

3. Recommandations

Il importe d'inviter les autorités pénitentiaires à :

- Doter l'établissement pénitentiaire de couchages en nombre approprié ;
- Prendre les mesures adéquates en vue de l'amélioration des conditions d'hygiène dans l'établissement pénitentiaire.

E-LE DROIT DE RECEVOIR DES VISITES ET D'ETRE EN COMMUNICATION AVEC SES PROCHES

1. Standards internationaux

La **REGLE 58** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus dispose que les détenus doivent être autorisés, sous la surveillance nécessaire, à communiquer avec leur famille et leurs amis à intervalles réguliers :

- a) Par correspondance écrite et, le cas échéant, par télécommunication électronique, numérique ou d'autres moyens ; et*
- b) En recevant des visites. »*

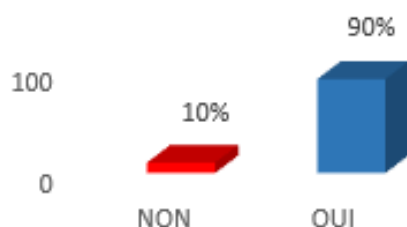
Le **principe 19** de l'Ensemble des principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement indique que « Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit de recevoir des visites, en particulier de membres de sa famille, et de correspondre, en particulier avec eux, et elle doit disposer de possibilités adéquates de communiquer avec le monde extérieur, sous réserve des conditions et restrictions raisonnables que peuvent spécifier la loi ou les règlements pris conformément à la loi ».

2. Réalités en milieu carcéral

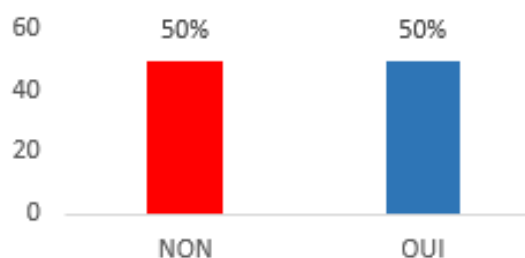
La possibilité pour les personnes privées de liberté de recevoir la visite de leurs familles ou proches leur permet de ne pas être totalement détachées du monde extérieur. Elle se révèle également comme un remontant mental et un soutien psychologique pour les personnes privées de liberté. **Changement Social Bénin** a vérifié auprès d'un échantillon de 100 personnes privées de liberté de la maison d'arrêt de Kandi les conditions de jouissance de leur droit de recevoir des visites.

Des informations recensées, on note que 90 personnes privées de liberté sur les 100 sont informées de leur droit de recevoir des visites et 10 n'en sont pas informées puis on remarque que la moitié soit 50 estiment qu'elles ne reçoivent pas facilement les visites pour diverses raisons.

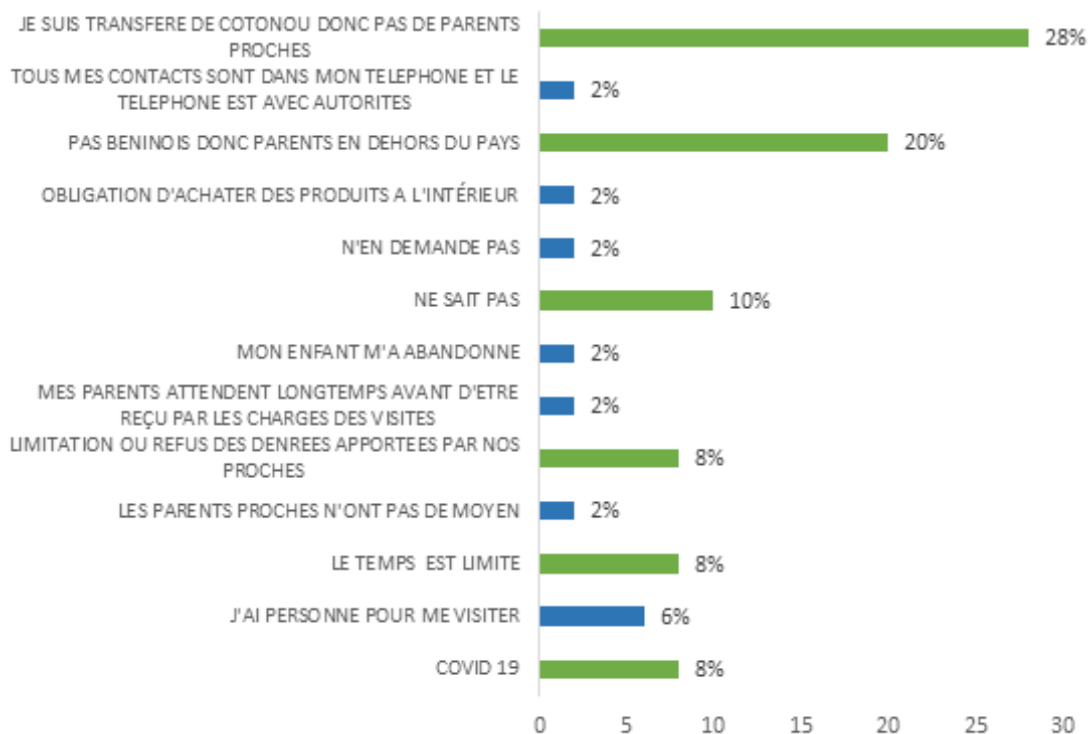
Etes-vous informé de votre droit de visite ?



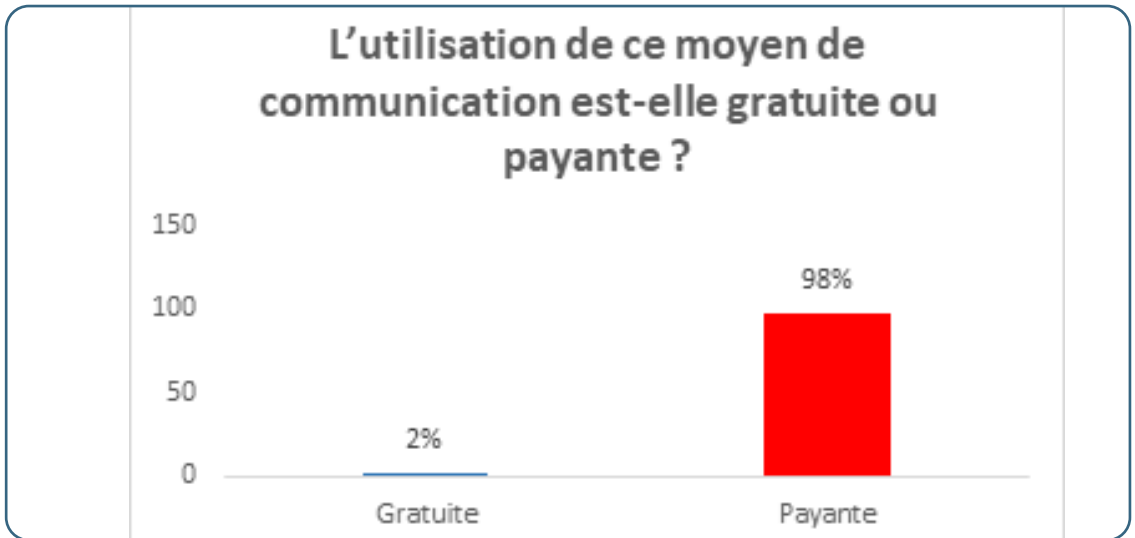
Recevez-vous facilement la visite de vos proches ?



Pourquoi ne recevez-vous pas facilement la visite de vos proches ?



Par ailleurs, toutes les personnes privées de liberté affirment qu'il existe un moyen de communication téléphonique mais payant, ce qui revient cher pour elles selon leurs dires.



De ce qui précède, il ressort des informations recueillies que toutes les personnes privées de liberté échantillonnées n'ont pas été informées de leur droit de recevoir des visites de l'extérieur. Par ailleurs, il est noté une variabilité dans la facilité de la réception des visites pour divers motifs notamment en raison de transfèrement de l'établissement pénitentiaire de Cotonou vers celui de Kandi pour certaines personnes privées de liberté.

3. Recommandations

Il convient, au regard de tout ce qui précède, de recommander aux autorités pénitentiaires, de :

- Informer dès leur entrée dans l'établissement pénitentiaire les personnes privées de liberté de leur droit de recevoir de visites ;
- Prendre les mesures pour lever tous les obstacles empêchant les personnes privées de liberté de recevoir facilement les visites ;
- Revoir à la baisse le coût de l'usage du moyen de communication téléphonique pour faciliter l'accessibilité économique.

F-LE DROIT DE BENEFICIER D'UNE POLITIQUE ETATIQUE DE REINSERTION SOCIALE (éducation, formation professionnelle diplômante ou non diplômante)

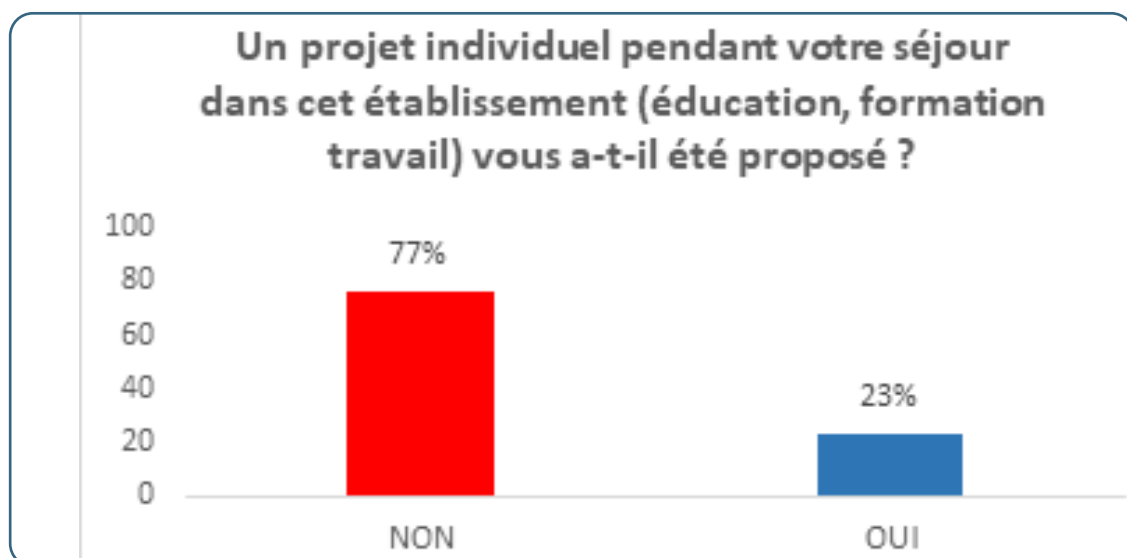
1. Standards internationaux

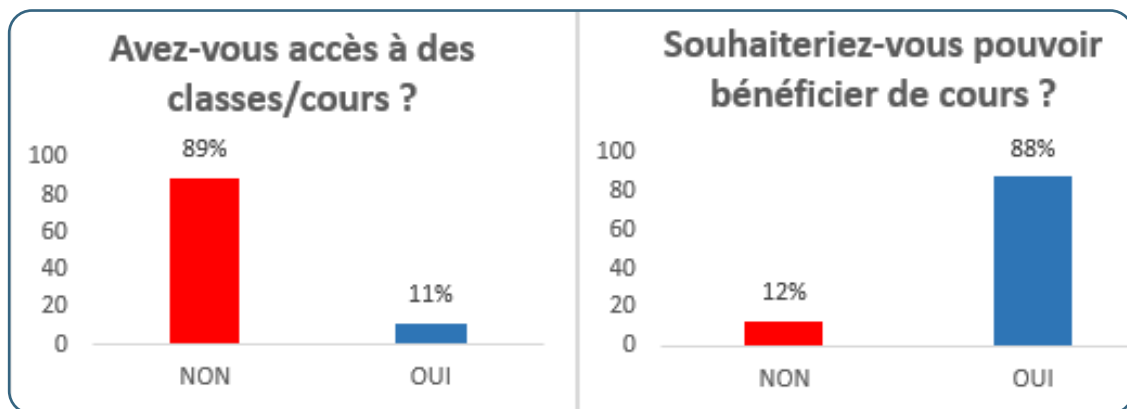
L'article 10.3 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques stipule: « Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est **leur amendement et leur reclassement social**. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal ».

2. Réalités en milieu carcéral

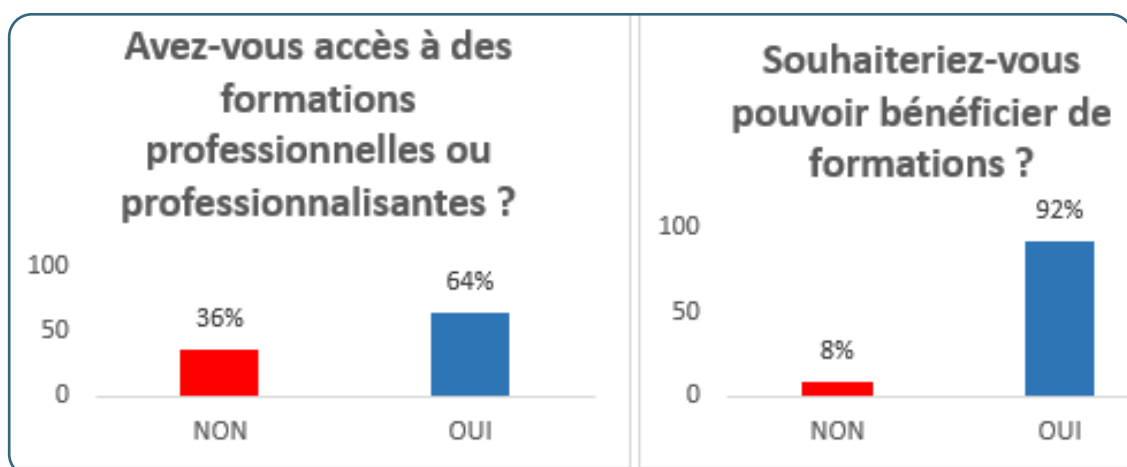
Après avoir payé sa dette envers la société par la purge de sa peine privative de liberté ou de sa détention provisoire, la personne privée de liberté est appelée à retourner dans la société pour reprendre une vie ordinaire. En vue de lui faciliter une réinsertion dans la société, il est de convenance de favoriser son retour à la vie normale par l'initiation à des activités.

Sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées dans la maison d'arrêt de Kandi, seulement 23 se sont vues proposer un projet individuel pendant que 89 n'ont pas accès à des cours/classes malgré la prédisposition de 78 à en bénéficier.

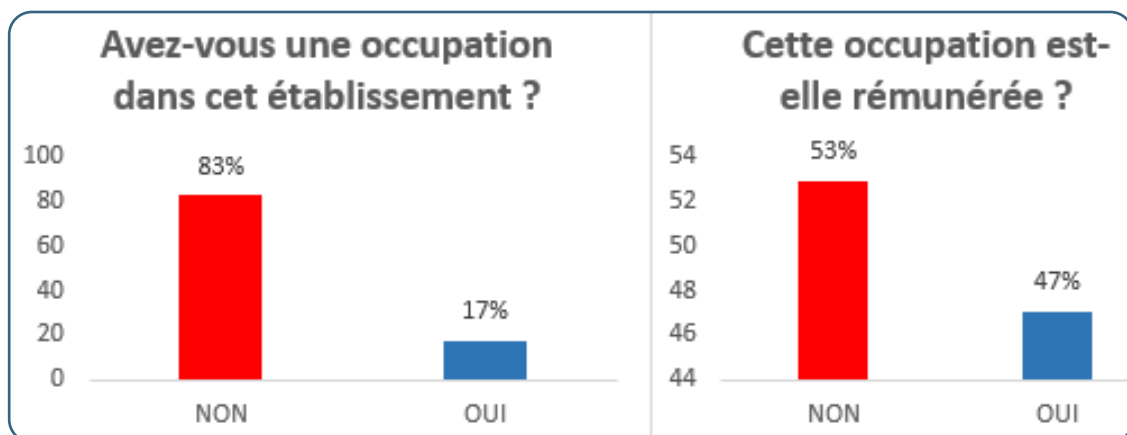




Pendant ce temps, 36 personnes privées de liberté sur 100 interrogées affirment ne pas avoir accès à des formations professionnelles ou professionnalisantes malgré leur volonté à en bénéficier.



D'un autre côté, sur 98 répondants, 81 affirment ne pas avoir d'occupation au sein de la maison d'arrêt de Kandi et pour les 17 qui en disposent, 9 affirment



En somme, on observe en majorité un faible accès à l'éducation et un accès aux formations professionnelles au-dessus de la moyenne dans la maison d'arrêt avec une volonté des personnes privées de liberté d'en bénéficier ; une réalité susceptible d'impacter négativement leur réinsertion. Le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture, au terme de sa visite du 11 au 15 janvier 2016 au Bénin avait invité les autorités béninoises à « **à prévoir un budget et à allouer les ressources nécessaires pour que des activités diverses, notamment de formation à des métiers, d'apprentissage et d'instruction puissent être proposées à tous les détenus en vue de leur réinsertion dans la société** ».

3. Recommandations

Il convient d'inviter les autorités pénitentiaires à :

- Poursuivre les efforts d'accès à l'éducation pour les personnes privées de liberté intéressées ;
- Développer une politique de réinsertion sociale des personnes privées de liberté et à leur faire la proposition dès leur entrée dans l'établissement pénitentiaire ;
- Assurer une rémunération juste pour toutes les personnes privées de liberté ayant une occupation dans l'établissement pénitentiaire.

1. Standards internationaux

Les exigences ci-après fixent les principes suivant lesquels la personne soupçonnée d'avoir commis une infraction pénale doit bénéficier d'une assistance juridique.

Le **Principe 3 des principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale** indique : « *Les États doivent s'assurer que toute personne détenue, arrêtée, soupçonnée ou accusée d'une infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement ou de la peine capitale a droit à une assistance juridique à toutes les étapes de la justice pénale.*

L'assistance juridique doit également être fournie, indépendamment des moyens de la personne, si l'intérêt de la justice l'exige, par exemple en raison de l'urgence ou de la complexité de l'affaire ou de la gravité de la peine encourue.

Les enfants doivent avoir accès à l'assistance juridique sous les mêmes conditions ou sous des conditions plus souples que les adultes.

Il incombe à la police, aux procureurs et aux juges de veiller à ce que les personnes comparaisant devant eux qui n'ont pas les moyens de rémunérer un avocat et/ou qui sont vulnérables bénéficient d'une assistance juridique ».

Une telle énonciation est réitérée par les Directives et principes sur le droit à un procès équitable et à l'assistance judiciaire en Afrique.

Le **Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, en particulier son article 14**, stipule que toute personne accusée d'une infraction pénale a droit à être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ou chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, afin que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi.

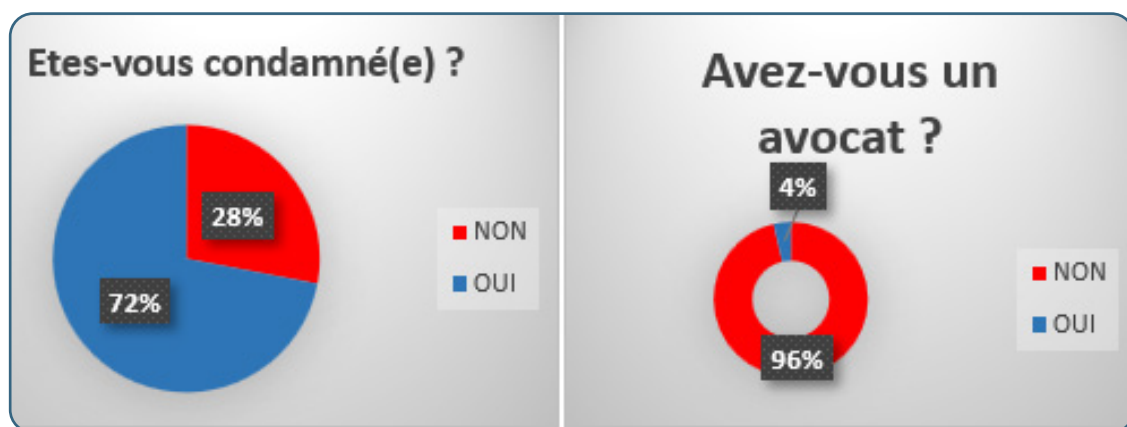
2. Réalités en milieu carcéral

L'assistance juridique est une composante essentielle de toute justice pénale équitable, humaine, efficace fondée sur la légalité. Elle est le fondement de la jouissance d'autres droits, notamment le droit à un procès équitable, tel qu'il est défini au paragraphe 1 de l'article 11 de la Déclaration Universelle des Droits

de l'Homme. Elle est également le préalable à l'exercice de ces droits et une importante garantie de l'équité fondamentale et de la confiance du public dans la justice pénale.

Un système d'assistance juridique qui fonctionne efficacement dans un système de justice pénale efficace peut réduire non seulement la détention des suspects dans les centres de détention, mais également la population et la surpopulation carcérales, les condamnations par suite d'une erreur judiciaire, l'engorgement des tribunaux.

Des informations recueillies chez les personnes privées de liberté dans la maison d'arrêt de Kandi, sur un échantillon de 100 interrogées, 28 sont en détention provisoire dont 27 sont sans Avocat.



Il se déduit plusieurs conséquences d'un tel cas de figure.

D'abord, la faible accessibilité informationnelle des personnes privées de liberté sur leur droit de se voir commettre un Avocat au cas où elles n'auraient pas les moyens. Ensuite, la défaillance dans la mise en œuvre de la politique d'aide juridictionnelle au profit des personnes soupçonnées d'une infraction pénale.

Enfin, pour défaut de présence d'un Avocat aux côtés de la personne privée de liberté à toutes les étapes de la procédure pénale, le risque est important que les droits de ces personnes privées de liberté aient été déjà bafoués durant les étapes de la procédure pénale franchies jusque-là et qu'elles soient victimes d'abus.

Notant la défaillance de l'aide juridictionnelle à l'occasion de sa visite du 11 au 15 janvier 2016 au Bénin, le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture avait recommandé « **d'adopter un texte de loi ou un décret qui mette en place un mécanisme d'aide juridictionnelle, gratuite et accessible à tous et**

de le doter d'un budget adéquat. Les autorités devraient envisager des mesures pour accroître le nombre d'avocats formés dans le pays chaque année et pour les inciter à s'installer dans les différentes régions du pays ».

Au demeurant, au terme de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la torture avait recommandé au point 11.b de ses observations finales de « **Garantir à tous les justiciables un accès effectif à la justice en renforçant le système d'aide juridictionnelle, en facilitant l'accès à un avocat et en rapprochant les tribunaux des maisons d'arrêt** » puis au point 17 de « **Garantir à tous les justiciables un accès effectif à la justice en renforçant le système d'aide juridictionnelle, en facilitant l'accès à un avocat et en rapprochant les tribunaux des maisons d'arrêt** ».

3. Recommandations

Au regard de ce qui précède, il urge que l'État :

- Rende opérationnelle le dispositif d'aide juridictionnelle au profit des personnes privées de liberté à toutes les étapes de la procédure pénale ;
- Développe une stratégie de déconcentration du Barreau vers les trois Cours d'appel dont dispose le Bénin ;
- Poursuive les efforts pour rapprocher les juridictions des établissements pénitentiaires.

1. Les standards internationaux

La **REGLE 56** des Règles Nelson Mandela énonce que « *Tout détenu doit avoir chaque jour la possibilité de présenter des requêtes ou des plaintes au directeur de l'établissement ou au fonctionnaire pénitentiaire autorisé à représenter ce dernier.*

2. *Des requêtes ou plaintes doivent pouvoir être présentées à l'inspecteur des prisons au cours d'une inspection. Le détenu doit pouvoir s'entretenir librement et en toute confidentialité avec l'inspecteur ou tout autre fonctionnaire chargé d'inspecter, hors la présence du directeur ou d'autres membres du personnel de l'établissement.*

3. *Tout détenu doit être autorisé à adresser, sans censure quant au fond, une requête ou une plainte concernant le traitement auquel il est soumis, à l'administration pénitentiaire centrale et à l'autorité judiciaire ou autre compétente, y compris les autorités de contrôle ou de recours compétentes.*

4. *L'exercice des droits énoncés aux paragraphes 1 à 3 de la présente règle est étendu au conseil juridique du détenu. Lorsque ni le détenu ni son conseil n'ont la possibilité d'exercer ces droits, un membre de la famille du détenu ou toute autre personne qui connaît l'affaire peut les exercer ».*

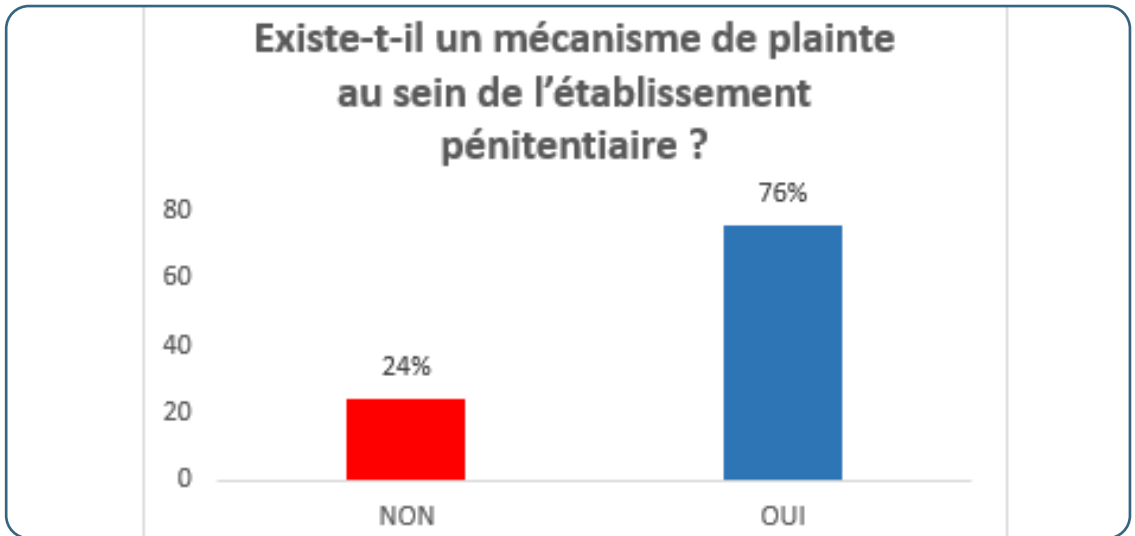
La **RÈGLE 57** des Règles Nelson Mandela ajoute « *Toute requête ou plainte doit être examinée avec diligence et recevoir une réponse sans tarder. En cas de rejet de la requête ou de la plainte ou en cas de retard excessif, le demandeur est autorisé à saisir une autorité judiciaire ou autre.*

2. *Des garanties doivent être mises en place pour s'assurer que les détenus peuvent présenter des requêtes ou plaintes en toute sécurité et, s'ils le souhaitent, de manière confidentielle. Le détenu ou toute autre personne visée au paragraphe 4 de la règle 56 ne doivent être exposés à aucun risque de représailles, d'intimidation ou d'autres conséquences négatives pour avoir présenté une requête ou une plainte.*

3. *Les allégations de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de détenus doivent être examinées sans retard et donner lieu immédiatement à une enquête impartiale menée par une autorité nationale ».*

2. Réalités en milieu carcéral

Sur 100 personnes privées de liberté, 76 affirment qu'il existe un mécanisme de plainte au sein de l'établissement pénitentiaire.



On en déduit qu'il y a une disparité dans l'accessibilité informationnelle entre les personnes privées de liberté sur l'existence d'un mécanisme de plainte à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire à leur profit.

À cet égard, le Sous-Comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture au terme de sa visite au Bénin du 11 au 15 janvier 2016, recommandait aux autorités béninoises ***de mettre en place des mécanismes de plaintes formels et efficaces¹⁰. Les autorités des prisons devraient informer systématiquement les détenus à leur arrivée de l'existence de ces mécanismes. Elles devraient également tenir un registre de plaintes dans chaque prison.***

Au demeurant, le Comité des Nations Unies contre la Torture à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019 recommandait au point 27.a de ses observations finales de « ***Créer un mécanisme de plainte indépendant, sûr et accessible aux victimes d'actes de torture et de mauvais traitements, permettant l'examen rapide de leur plainte*** ».

3. Recommandations

- Les autorités étatiques devraient accélérer l'adoption de la loi sur le régime pénitentiaire tout en y prévoyant la création, la composition inclusive et le fonctionnement de la commission de surveillance relativement à la gestion des plaintes des personnes privées de liberté sur leurs conditions de séjour ;
- Les autorités pénitentiaires devraient veiller à l'accessibilité informationnelle des personnes privées de liberté dès leur entrée dans le milieu carcéral sur les mécanismes de plainte existants.

¹⁰Règles 54 à 57 des Règles Nelson Mandela.

I- LE DROIT D'ETRE JUGE DANS UN DELAI RAISONNABLE

1. Standards internationaux

Les stipulations ci-après fixent les principes suivant lesquels la personne en détention provisoire doit être traitée.

L'article 9.3 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques énonce: « Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et ***devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle*** ».

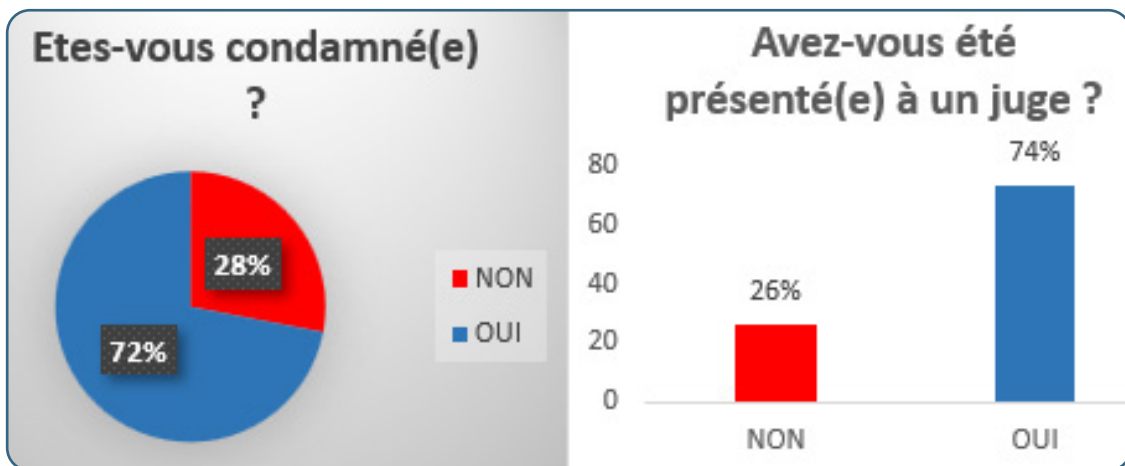
L'article 7.1 d) de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples stipule « ***Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend : ... d) le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale.*** »

2. Réalités en milieu carcéral

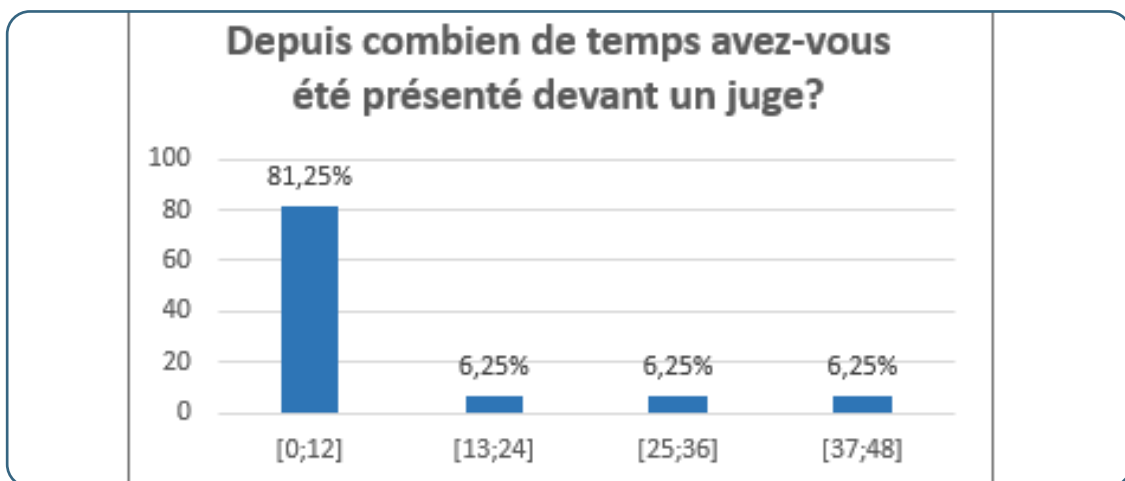
La Cour constitutionnelle du Bénin a constamment affirmé et réitéré dans ses décisions qu'il est établi que dans le domaine de la justice et plus particulièrement lorsqu'est en cause la liberté d'un citoyen, tout juge est tenu aux meilleures diligences pour faire aboutir toute procédure pénale dans un délai raisonnable¹¹.

Du constat effectué à la maison d'arrêt de Kandi, il ressort sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées, un effectif de 28 en attente de jugement dont 03 n'ont pas encore été présentées à un Juge.

¹¹<https://courconstitutionnelle.bj/download/dcc20-725recours-pour-detention-arbitraire/>
<https://courconstitutionnelle.bj/dcc20-585-du-08-octobre-2020-recours-pour-detention-arbitraire/>
<https://decision.courconstitutionnellebenin.bj/upload/decision/DCC19-286.pdf>



Des détenus ayant déjà été présentés à un Juge, 13 affirment que leur dernière présentation à un Juge remonte à douze mois pendant qu'un autre affirme que cela remonte à vingt-quatre mois et pour 2 autres, cela fait déjà quarante-huit mois qu'ils ont été présentés à un Juge.



Dans cette matière, les alinéas 2 à 5 de l'article 147 du code de procédure pénale disposent : « En tout autre cas, aussi longtemps que le juge d'instruction demeure saisi de l'affaire, la détention provisoire ne peut excéder six (06) mois.

Si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction saisit le juge des libertés et de la détention qui, sur réquisitions motivées du procureur de la République et après avoir requis les observations de l'inculpé ou de son conseil, peut prolonger la détention par ordonnance spécialement motivée d'après les éléments de la procédure.

La décision du juge des libertés et de la détention doit intervenir conformément aux délais prévus au présent article.

En l'absence d'une telle ordonnance, l'inculpé est immédiatement mis en liberté par le président de la chambre des libertés et de la détention sans qu'il ne puisse être placé à nouveau sous mandat de dépôt sous la même inculpation. Le juge d'instruction saisi devra sans délai être informé par le régisseur de la mainlevée d'écrou ».

Au demeurant, l'article 241 du même code dispose : « *Le président de la chambre d'accusation, chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une (01) fois par semestre, visite les maisons d'arrêt du ressort de la cour d'appel et y vérifie la situation des inculpés en état de détention provisoire.*

Le même contrôle est assuré trimestriellement par le président de la chambre des libertés et de la détention ».

De la lecture croisée avec la réalité carcérale à la maison d'arrêt de Kandi, il s'ensuit qu'il n'est pas exclu que des détenus soient l'objet de vices procéduraux et soient encore arbitrairement dans les liens de la détention.

3. Recommandations

Il urge de recommander aux autorités judiciaires de :

- Procéder à la libération des détenus illégalement privés de liberté ;
- Faire davantage attention aux exigences procédurales relativement aux dispositions du code de procédure pénale encadrant la détention provisoire.

1. Standards internationaux

Les stipulations suivantes des règles de Nelson Mandela énoncent :

La **REGLE 23** : « *Chaque détenu qui n'est pas occupé à un travail en plein air doit avoir, si le temps le permet, une heure au moins par jour d'exercice physique approprié en plein air. Les jeunes détenus et les autres détenus dont l'âge et la condition physique le permettent doivent recevoir pendant la période réservée à l'exercice une éducation physique et récréative. Le terrain, les installations et l'équipement nécessaires devraient être mis à leur disposition.* »

La **REGLE 105** : « *Des activités récréatives et culturelles doivent être organisées dans toutes les prisons pour assurer le bien-être physique et mental des détenus.* »

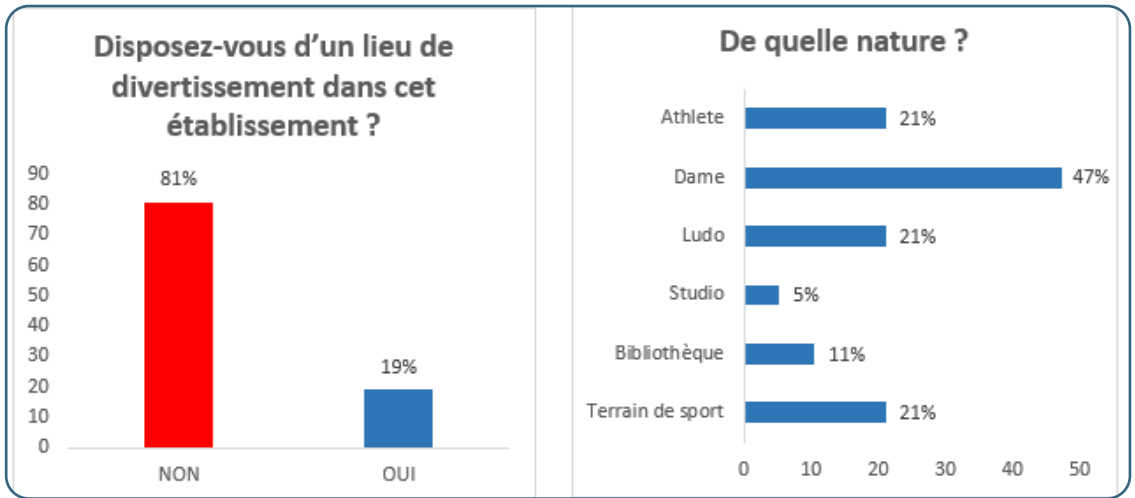
2. Réalités en milieu carcéral

Les activités physiques sportives, récréatives et culturelles sont toute chose qui concourt au bien-être physique et psychologique de tout homme.

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la maison d'arrêt de Kandi, il ressort qu'elles ne disposent pas toutes de lieu de divertissement. Ainsi, sur l'échantillon de 100 personnes interrogées, seulement 19 affirment disposer d'un lieu de divertissement.

Par ailleurs, à la question de savoir la nature de ces lieux de divertissement, parmi les 19 personnes affirmant disposer d'un lieu :

- 04 ont comme lieu de divertissement un terrain de sport ;
- 04 jouent au Ludo ;
- 09 jouent au Dame ;
- 02 disposent d'une bibliothèque.



3. Recommandations

Il importe de recommander aux autorités pénitentiaires de :

- Rendre les lieux de divertissement existants et accessible à tous ;
- Informer les personnes privées de liberté de leur droit au divertissement et au loisir dès leur entrée dans l'établissement ;
- Accorder un horaire fixe par jour aux activités de divertissement.

K-LE LIEN ENTRE LA DESCOLARISATION PRECOCE ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS

1. Standards internationaux

Les normes ci-après consacrent le droit à l'éducation et l'obligation qui incombe à l'État dans la jouissance effective de ce droit :

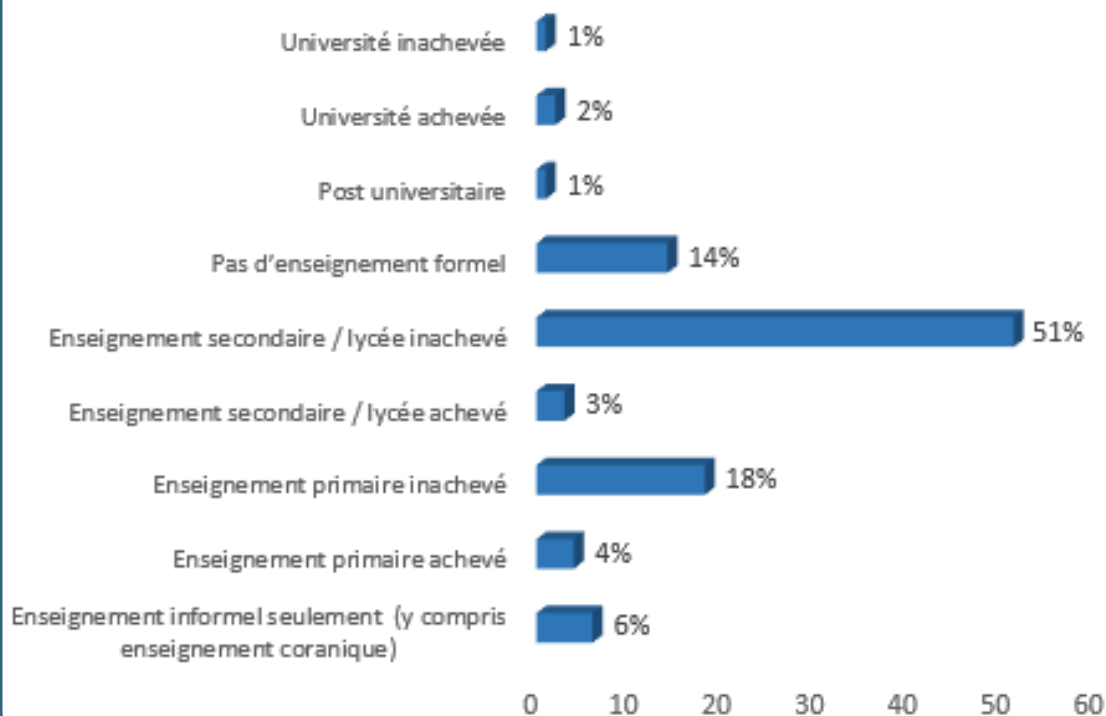
L'Article 26 de Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 énonce: « *Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des nations unies pour le maintien de la paix. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.* »

L'Article 17 alinéa de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ajoute : « *Toute personne a droit à l'éducation* ».

2. Réalités en milieu carcéral

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la maison d'arrêt de Kandi, il ressort que, sur un échantillon de 100 personnes interrogées sur la question de savoir leur niveau d'instruction, 51 ont un enseignement secondaire ou lycée inachevé ; 18 ont un enseignement primaire inachevé sans oublier les 14 autres qui confient n'avoir même pas d'enseignement formel. Il s'en déduit que la majorité des personnes incarcérées interrogées dans la maison d'arrêt de Kandi ont un niveau d'instruction faible ou carrément n'en n'ont pas du tout. Une réalité qui les prive de l'essentiel porté par une instruction notamment les savoir être, savoir vivre, savoir agir. Ceci expliquerait les prédispositions aux actes et faits antisociaux.

Quel est votre plus haut niveau d'instruction?



3. Recommandations

Au regard de ce qui précède, il sied de recommander à l'État de :

- Poursuivre les efforts pour assurer la gratuité de l'enseignement élémentaire et fondamental ;
- Créer les conditions pour assurer le maintien dans le système éducatif soit d'instruction soit d'alphabétisation ;
- Mettre en place des politiques visant à étendre la gratuité aux enseignements secondaires ou lycées techniques en vue de réduction du taux de déscolarisation précoce.

L- LE LIEN ENTRE LA NON APPARTENANCE A UN GROUPE SOCIAL ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS

1. Standards internationaux

Les normes ci-après consacrent le droit d'appartenir à un groupe social ou association et l'obligation qui incombe à l'État dans la jouissance effective de ce droit :

L'Article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 : « *Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifique. Nul ne peut être obligé de faire partir d'une association* »

L'Article 10 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ajoute : « *Toute personne a le droit de constituer librement des associations avec d'autres, sous réserves de se conformer aux règles édictées par la loi.*

Nul ne peut être obligé de faire partir d'une association sous réserve de l'obligation de solidarité prévue à l'article 29. »

2. Réalités en milieu carcéral

Appartenir à un groupe social rassure l'individu, il se sent normal au sein de ce groupe et entouré. Cela lui permet aussi de passer de bon moment en compagnie de personnes qui ont le même centre d'intérêt et ainsi, ne plus vivre dans l'autarcie : source d'insociabilité.

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la maison d'arrêt de Kandi, il ressort que, sur un échantillon de 100 personnes interrogées quant à la question de leur appartenance à un groupe social, 65 personnes ont répondu n'appartenir à aucun groupe avant leur incarcération, soit un taux de 65%

Êtes-vous un membre de l'un des groupes suivants ou tout autre groupe non mentionné ?



3. Recommandations

Il importe donc de recommander à l'État de mettre en place des mécanismes visant la sensibilisation des citoyens sur les bienfaits de l'appartenance à un groupe social.

©CSB2021

Sis au lot V– 3174a, YENADJRO
(Womey / Abomey - Calavi)
BP: 565 Womey, Abomey - Calavi
Tél: +229 67 54 40 79
Email: secretariat@csbenin.org
<https://changementsocialbenin.org/>